

1° – Spécialité SES – Chapitre Eco 4

TD informatique : les finances publiques – Fiche prof

Préambule :

- Programme de spécialité de SES en 1°
 - Eco 4 : Comment les agents économiques se financent-ils ? / Focus sur les finances publiques (5^{ème} objectif d'apprentissage)
 - Objectifs du programme :
 - « Savoir que le solde budgétaire résulte de la différence entre les recettes (fiscales et non fiscales) et les dépenses de l'État »
 - « Comprendre que le déficit budgétaire est financé par l'emprunt »
 - « Savoir qu'une politique de dépenses publiques peut avoir des effets contradictoires sur l'activité (relance de la demande / effet d'éviction) »
 - Objectifs complémentaires :
 - Interroger les représentations des élèves et les confronter aux données chiffrées
 - « Jouer » au ministre des Finances, avec pour objectif d'équilibrer les finances publiques
 - Les raisonnements demandés ici impliquent certainement de placer ce chapitre en fin d'année de Première
- Modalités
 - TD en salle informatique
 - Durée : deux possibilités :
 - **1h : version courte (ôter les docs 5 et 6 et les questions 5, 6 et 7)**
 - **2h : version complète**
 - Matériel nécessaire
 - Une fiche pédagogique par élève (papier ou électronique)
 - Un fichier contenant les graphiques (à déposer sur Moodle ou sur le réseau du lycée)
 - Une connexion Internet pour utiliser le site :
<http://www.financespubliques.fr/dette#/dette>
 - ✓ Ce site est publié par l'Institut Montaigne, association « au service de l'efficacité de l'action publique, du renforcement de la cohésion sociale, de l'amélioration de la compétitivité et de l'assainissement des finances publiques de la France »
 - ✓ On peut considérer que l'Institut Montaigne est proche du monde de l'entreprise et du patronat (Henri de Castries, ancien PDG d'Axa, en est le président).

Introduction

- Sensibilisation
 - Sondage sur Socrative (n° de partage : SOC-37654972) analysant les représentations des élèves concernant les impôts et les finances publiques
 - Exploitation des résultats
 - Utiliser le fichier Excel fourni (« Exploitation Socrative »)
 - Copier la feuille de résultat de Socrative sur la feuille « Socrative ». les graphiques se créent automatiquement dans les autres feuilles : Q1, Q2, Q3, Q4, Q5
 - Copier les graphes sur un fichier ppt pour les analyser avec les élèves
 - Mise en commun, analyse des prénotions des élèves
- Faire lire le Doc 1 : Le ras-le-bol fiscal des Français
 - Q1 : Résumer en quelques mots les enjeux présentés par ce texte
 - Beaucoup de citoyens considèrent que les impôts sont trop importants en France, ce qui limiterait le consentement à l'impôt des contribuables.
 - En outre, la plupart des Français considèrent que l'argent collecté par l'Etat est mal utilisé
 - Comparer les résultats de la classe avec le sondage cité dans le texte (éventuellement avec sondage fait en 2013 sur le sujet : <https://www.telos-eu.com/fr/societe/justice-et-injustice-fiscales-ce-que-pensent-les-f.html>)

A. Les prélèvements obligatoires en France

- **Doc 2** : Les recettes publiques en France et en Europe (cf. document ppt)
 - Q2 : Peut-on dire que les prélèvements obligatoires sont particulièrement élevés en France ?
 - Oui, la France est le pays d'Europe où les prélèvements obligatoires sont les plus élevés (53,8 % du PIB en 2017, contre une moyenne de 46,1 % en zone euro)
 - Par comparaison, un pays comme l'Irlande prélève deux fois d'impôts et de cotisations sociales que la France (26 % du PIB, contre 53,8 %)
 - Q3 : De quoi sont composées les recettes publiques ?
 - En premier lieu, les cotisations sociales (37,9 % des prélèvements obligatoires – PO) qui sont collectées par la Sécurité sociale pour financer la protection sociale (faire référence au Regards croisés n°1 : « Comment l'assurance et la protection sociale contribuent-elles à la gestion des risques dans les sociétés développées ? »)
 - Ensuite les impôts sur les revenus : IRPP (sur les revenus du travail, progressif, 7,2 % des PO) et CSG (sur les revenus du travail et du capital, proportionnel, 9,8 % des PO)

- Enfin la TVA (15,5 % des PO), impôt proportionnel sur la consommation

B. Les dépenses publiques

- **Doc 3** : Les dépenses publiques en France et en Europe (cf. document ppt)
 - Q4 : Les impôts sont élevés en France. Les dépenses publiques le sont-elles également ? A quoi servent ces dépenses publiques ?
 - Oui, la France est également le pays d'Europe où les dépenses publiques sont les plus élevées (56,5 % du PIB en 2017, presque 10 points de plus que la moyenne de la zone euro)
 - C'est la Sécurité sociale qui dépense le plus (43,5 % des dépenses publiques), devant l'Etat (34,9 %) et les collectivités locales (18,8 %). Cela signifie que la part la plus importante des dépenses publiques finance la protection sociale des citoyens
- **Doc 4** : La ventilation des dépenses publiques en France (cf. document ppt)
 - Q5 : Quelles sont les trois principales dépenses de la Sécurité sociale ? De l'Etat ? Des collectivités locales ?
 - Sécurité sociale : retraites (10,8 % du PIB), santé et maladie (9,8 % du PIB), famille et chômage (1,8 % du PIB chacun)
 - Etat : protection sociale (4,4 % du PIB), enseignement (3,8 % du PIB), défense et intérêt de la dette (respectivement 1,8 % et 1,7 % du PIB)
 - Collectivités locales : protection sociale (2,2 % du PIB), enseignement (1,6 % du PIB), transports (1,5 % du PIB)
- **Doc 5** : Dépenses publiques : comparatif France / moyenne des pays européens (cf. document ppt)
 - Q6 : Si on compare la France avec les autres pays européens, qu'est-ce qui explique principalement le niveau élevé des dépenses publiques en France ?
 - La France dépense plutôt moins que les autres pays européens pour « la maladie, l'invalidité, l'exclusion sociale » (- 1,2 pt de PIB)
 - Par contre, elle dépense beaucoup plus que les autres pays pour les aides au logement (+ 1,4 pt de PIB), mais surtout pour les retraites (+ 4,7 pt de PIB !)
- **Doc 6** : A qui profite la redistribution en France ? (cf. document ppt)
 - Remarque : dans ce tableau, on classe les Français du plus pauvre au plus riche en fonction de leur revenu disponible : D1 correspond aux 10 % des Français les plus pauvres et D9 aux 10 % les plus riches
 - Q7 : En observant la dernière colonne du tableau qui traduit la part du revenu disponible des ménages qui provient des prestations sociales, peut-on dire que la puissance publique participe en France à la réduction des inégalités ?
 - Oui, sans aucun doute.

- Pour les 10 % les plus riches, les transferts publics ne représentent que 0,6 % de leur revenu disponible, contre presque la moitié pour les 10 % les plus pauvres

C. Le solde et la dette publics

- **Doc 2 et Doc 3** : Les recettes et les dépenses publiques en France (cf. document ppt)
 - Q8 : Les dépenses publiques (« dépenses de l'Etat ») sont-elles plus ou moins élevées que les recettes ? Qu'est-ce que cela signifie ?
 - Les dépenses publiques sont plus élevées en France que les recettes publiques (56,5 % > 53,8 % du PIB)
 - Cela signifie que la puissance publique dépense plus en France que ce qu'elle prélève / « gagne ». Elle doit donc emprunter la différence sur les marchés financiers.
 - On dit ainsi que le solde public est en déficit ou encore que la France enregistre un déficit public
- **Doc 7** : Le solde public en France et en Europe (cf. document ppt)
 - Q9 : A combien s'élève le déficit public français en 2017 ? Est-il plus ou moins élevé que dans les autres pays européens ?
 - En 2017, le déficit public français s'élève à 2,7 % du PIB, ce qui signifie que l'Etat français dépense environ 60 milliards d'euros de plus qu'il n'en « gagne ».
 - On aurait pu calculer ce solde public : solde public = recettes publiques – dépenses publiques = 53,8 – 56,5 = - 2,7 % du PIB
 - Ce niveau est plus élevé que la moyenne des pays de la zone euro (- 1 % en moyenne) et beaucoup plus élevé qu'un pays comme, par exemple, l'Allemagne qui est en excédent public en 2017 (+ 1 % du PIB)
 - Q10 : Depuis quand le solde public français est-il en déficit ?
 - La dernière fois que la France a enregistré un excédent public, c'est à la fin des 30 Glorieuses. Depuis quarante-quatre ans, les dépenses publiques sont donc plus élevées que les recettes publiques...
- **Doc 8** : La dette publique en France et en Europe (cf. document ppt)
 - Q11 : Qu'est-ce qu'entraîne, à la longue, cette permanence du déficit public en France ?
 - Une hausse de la dette publique
 - La France emprunte sur les marchés financiers pour financer le supplément de dépenses publiques (par rapport aux recettes)
 - Q12 : A combien s'élève la dette publique française en 2017 ? Est-elle plus ou moins élevée que dans les autres pays européens ?

- En 2017, la dette publique française atteint 98,5 % du PIB, soit plus de 2 000 milliards d'euros
- Le niveau français est légèrement supérieur à la moyenne européenne (98,5 %, contre 86,8 % en zone euro)
- **Doc 4** : La ventilation des dépenses publiques en France (cf. document ppt)
- **Doc 9** : La dette publique et taux d'intérêt sur la dette en France (cf. document ppt)
 - Q13 : A combien s'élève le paiement des intérêts sur la dette publique en France en 2015 ?
 - 38 milliards d'euros, soit 1,7 % du PIB
 - Pour information, en 2014, les dépenses de l'Etat pour l'enseignement (maternelle, primaire et secondaire) s'élevaient à 46,3 milliards d'euros, les dépenses pour l'enseignement supérieur et la recherche à 25,8 milliards d'euros... On constate donc que le paiement des intérêts sur la dette est une dépense improductive très coûteuse pour l'Etat.
 - Q14 : Pourquoi, paradoxalement, ces dépenses ne sont-elles finalement pas aussi coûteuses qu'on aurait pu le craindre ?
 - Les taux d'intérêt (nominaux) payés par la France depuis quelques années sont à un niveau historiquement bas (proches ou inférieurs à 1% pour les taux 10 ans)
 - Cela permet de limiter en partie le paiement des intérêts de la dette et ce alors que la dette publique n'a jamais été aussi élevée depuis la deuxième Guerre mondiale.

D. Jeu : devenez ministre des Finances

- **Doc 10** : Votre mission

Conscient d'un niveau de dette publique trop élevé, le Président de la République vous appelle au gouvernement et vous confie le poste de Ministre des finances.

Votre lettre de mission est claire : vous devez annuler le déficit public dès cette année, par tous les moyens possibles. Vous devez en outre ramener la dette publique à moins de 90 % du PIB en 2020. Vous disposez de tous les leviers (dépenses et recettes) pour atteindre cet objectif.

Pour vous aider à atteindre votre objectif, rendez-vous sur le site : <http://www.financespubliques.fr/dette#/dette>. Procédez à plusieurs simulations et retenez celle qui vous semble la plus efficace.

- Q15 : Noter les mesures qui vous permettent de réduire le déficit public et de faire baisser la dette.
- Q16 : Quels effets peuvent avoir ces mesures sur l'activité et la croissance économique ?
 - Pour commencer, rappelons : $PIB = C + I + G + (X-M) + \text{Var de stocks}$

- En augmentant ses recettes et / ou en baissant ses dépenses, l'Etat risque d'entraîner un ralentissement de la croissance du PIB :
 - ✓ Si l'Etat augmente ses recettes grâce à une hausse des impôts :
 - Le revenu disponible des ménages va être plus faible, réduisant ainsi leur consommation
 - Les revenus des entreprises vont être plus faibles, limitant ainsi leurs investissements
 - ✓ Si l'Etat diminue ses dépenses
 - Via une baisse des revenus de transfert (retraite, allocation chômage, allocations familiales,...), le revenu des ménages va être plus faible, réduisant ainsi leur consommation
 - Via une baisse des investissements publics (route, lycée, hôpitaux,...), la demande publique va être plus faible, réduisant ainsi le PIB

E. Synthèse

- Utiliser les notions suivantes pour compléter le texte ci-dessous : *56,5%*, *budget*, *cotisations sociales*, *déficit*, *dépenses*, *non marchandes*, *prélèvements obligatoires*, *recettes*, *revenu disponible*, *solde public*, *taux d'intérêt*.
- Les administrations publiques interviennent dans l'économie par le biais de leurs dépenses et de leurs recettes.
- Les recettes des administrations publiques proviennent pour l'essentiel des prélèvements obligatoires (impôts directs, indirects et cotisations sociales). Ce sont les cotisations sociales, qui servent à financer la Sécurité sociale, qui sont la principale source de financement de la puissance publique (37,8 % des prélèvements obligatoires en 2015)
- Les dépenses des administrations publiques correspondent principalement à des productions non marchandes liées à l'exercice des missions régaliennes (police, justice, défense,...) mais aussi à des interventions économiques et sociales (éducation, protection sociale, commandes publiques, construction d'infrastructures...) et au remboursement de la dette publique. Les dépenses publiques ont beaucoup augmenté depuis le XIXème siècle et représentent aujourd'hui plus de 56,5% du PIB.
- La différence entre les recettes et les dépenses publiques s'appelle le solde public. Si ce dernier est négatif, on parle de déficit public. Dans le cas contraire, on parle d'excédent.
- Le budget de l'Etat permet d'agir sur l'économie en influant sur les comportements des agents économiques. L'Etat influe sur la consommation des ménages en faisant varier leur revenu disponible (imposition et revenus de transfert) et sur l'investissement des entreprises en taxant plus ou moins

fortement les profits. Empruntant des capitaux pour financer ces dépenses, il fait croître les taux d'intérêt, ce qui peut freiner les investissements des entreprises (effet d'éviction).